



Association
Luxembourgeoise
des Employés
de Banque et
d'Assurance

Assainissement des finances publiques

Une attaque frontale aux acquis sociaux des salariés et de leurs familles !

Telle semble être la détermination du gouvernement pour résoudre le problème des finances publiques déficitaires.

L'ALEBA dit NON aux mesures proposées, et à elles toutes sans exception.

L'ALEBA dit NON au schéma d'intervention que le gouvernement s'est fixé arbitrairement et qui prévoit la réduction de $\frac{2}{3}$ des dépenses (sociales) et l'augmentation de $\frac{1}{3}$ des recettes (fiscales).

L'ALEBA dit NON au calendrier que le gouvernement s'est fixé et ce tant en ce qui concerne le délai des négociations qu'en ce qui concerne le délai du rétablissement de l'équilibre budgétaire.

En effet, l'ALEBA attend toujours les réponses sur les opportunités

- de recourir à des mesures sociales d'assainissement, alors que toute autre piste ne semble pas avoir été jugée utile d'être approfondie,
- de démanteler intentionnellement les budgets des salariés et de leurs familles dans un environnement économique fragile,
- de générer inutilement des pressions en fixant des délais très rapprochés, ne permettant pas de trouver des accords adaptés à une politique des finances publiques homogène et durable.

Par conséquent, l'ALEBA invite les acteurs de la tripartite à redémarrer leurs réflexions sur base d'un cahier de charges fondé et d'agir dans le respect du principe de ne s'attaquer aux acquis sociaux que si vraiment toute autre source d'économie, surtout d'investissements inutiles, aura été étudiée.

Communiqué par l'ALEBA le 14 avril 2010